



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Internet et téléphone

Question écrite n° 27067

Texte de la question

M. Hervé Féron attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, sur le contrôle exercé par Apple sur le catalogue d'applications disponibles sur son interface. En effet, Apple a chassé début avril de son magasin d'applications AppStore l'application AppGratis, gérée par une PME française de quarante-cinq salariés, au motif qu'elle enfreindrait ses règles de fonctionnement. Cet événement témoigne du déséquilibre qui peut exister entre Apple et les développeurs qui travaillent dans son environnement numérique. La France est le deuxième producteur d'applications derrière les États-unis, ce qui fait de ce secteur d'activités un champ économique important, témoignant de notre capacité de maîtrise et d'innovation de la technologie, mais aussi une dépendance économique qui peut être préoccupante. Il semble donc que la neutralité des services soit un principe à consolider. Ainsi, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour engager des discussions qui permettent d'assouplir le contrôle restrictif de l'éditeur de systèmes d'exploitation américain pour pérenniser les investissements dans les entreprises françaises pariant sur les écosystèmes mobilisés et, plus encore, de lutter contre l'incompatibilité des systèmes d'exploitations en favorisant le transfert des droits d'usage des applications acquis sur les différents éditeurs, de sorte à renforcer le système concurrentiel.

Données clés

Auteur : [M. Hervé Féron](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27067

Rubrique : Télécommunications

Ministère interrogé : PME, innovation et économie numérique

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 mai 2013](#), page 5251

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)